

ALGER

Nombreuses arrestations à la place Audin

Plusieurs citoyens ont répondu, hier matin, à l'appel du collectif contre un quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika à un sit-in organisé au centre d'Alger. La police a procédé à de nombreuses interpellations.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Place-Audin, champ de résistance au quatrième mandat. Une semaine après le premier sit-in organisé à Bouzaréah par le groupe de Amira Bouraoui, les militants contre la reconduction du Président-sortant se sont rassemblés, hier, au centre de la capitale. Un important dispositif policier a été mis en place dès les premières heures de la matinée. Mais les policiers n'ont pas attendu le début de la manifestation — prévue à 10h — pour procéder aux premières interpellations. Au Caroubier, des manifestants venus de Béjaïa et de Tizi-Ouzou sont empêchés de rejoindre Alger. A la place Audin, la première charge cible le groupe du journaliste et écrivain Mustapha Benfodil, un des

principaux organisateurs de ce sit-in. Les forces de l'ordre utilisent la technique du confinement. Les policiers anti-émeutes bloquent les manifestants tandis que des agents en civil se chargent de cibler les meneurs. Mais la présence en force des journalistes les dérange. Ordre est donc donné de ne pas faire dans le détail. Plusieurs journalistes sont embarqués manu militari. Les interpellations sont particulièrement musclées. Mais les policiers veulent Amira Bouraoui. Hyper-médiatisée depuis l'action de l'université de Bouzaréah, le docteur Bouraoui est devenu la cible du pouvoir. Elle apparaît vers 10h15. Drapeau sur les épaules, elle apparaît au milieu de la foule. Les caméras se pressent vers elle. Les policiers lui

laissent juste le temps de faire une déclaration et d'entonner l'hymne national avant de l'embarquer dans un fourgon blanc. L'arrestation est violente. Une fois rempli, le fourgon se dirige vers le commissariat de Baraki, dans la banlieue nord d'Alger. «Les policiers qui procèdent aux interpellations sont toujours très violents. Par contre, ceux qui nous ont reçus à Baraki ont été très corrects. D'ailleurs, ils ont tous affirmé soutenir notre action. Certains ont même clairement déclaré être contre le quatrième mandat», déclarait Amira Bouraoui après sa libération.

Pour sa part, Zineb Ben Zita, journaliste d'Echourouk TV, a tenu à dénoncer une véritable opération de musellement de la presse. «J'étais avec deux collègues lorsqu'un policier en civil m'a demandé de quitter les lieux. Je lui ai expliqué que je travaillais et que je devais donc rester sur place pour suivre les événements.



Photo : Samir Sid

Enfin, il a donné ordre à un groupe de policiers de m'embarquer. J'ai été traînée violemment et insultée. Puis nous avons été conduits jusqu'à la Sûreté de daïra de Cheraga. Dans le fourgon, l'atmosphère était irrespirable et un vieux monsieur a failli faire un malaise.

A Cheraga, le commissaire semblait étonné de nous voir arriver. Il ne semblait pas au courant. Puis les policiers ont décidé de séparer les jour-

nalistes des manifestants. Ils nous ont libérés après avoir pris nos renseignements. Ce que j'ai vécu aujourd'hui est innommable. Je suis prête à manifester tous les jours pour dénoncer ce comportement», explique Zineb Ben Zita.

Les anti-quatrième mandat ne comptent pas en rester là. D'autres manifestations sont à prévoir dans les prochains jours.

T. H.

UNE JOURNALISTE DU SOIR D'ALGÉRIE INTERPELLÉE PAR LA POLICE

Dans un fourgon cellulaire

Bousculades, cris et répressions musclées de la part des forces de l'ordre hier matin, au rassemblement contre le 4^e mandat de Bouteflika. Aucune concession, les ordres sont visiblement clairs : arrêter toutes les personnes présentes sur place et refusant de circuler.

Saadia Gacem - Alger (Le Soir) - «Que faites-vous ici ?», interroge une policière, «rien, je regarde», «dans ce cas circulez !» ordonne-t-elle, je refuse de partir en expliquant que je suis journaliste. Résultat : embarquée avec les autres.

Dans le fourgon de police, une dizaine de personnes, 5 hommes et 5 femmes une parité parfaite !

Une étudiante en droit, qui au début se disait simple passante, ensuite, finit par dire qu'elle est ici pour la manifestation et ajoute «j'espère que ça ne s'arrêtera pas là, qu'il y aura d'autres rassemblements». Une jeune infirmière, «j'ai fait toutes les manifestations, je n'en rate pas une, et je serai là samedi prochain». Un lycéen,

16 ans, se dit militant, il brandit le drapeau algérien et met l'hymne national avec son portable. Il explique que ses camarades lycéens sont également contre la candidature de Bouteflika mais ne sont pas venus manifester avec lui car ils ont peur. «Les Algériens ont peur !» dit-il.

Une jeune assistante de direction intervient : «Non les Algériens n'ont pas peur, ils sont blasés, karhou, ils sont dégoûtés, ils veulent qu'on les laisse tranquilles». Elle ajoute : «Je suis contre le 4^e mandat bien sûr, comment peuvent-ils présenter un candidat mourant, ils se moquent de nous !». Au fond du fourgon de police, un commerçant venu spécialement d'Oran pour manifester. «Il ne faut pas laisser passer ça !», à ses côtés, un ingénieur et une

architecte enseignante et militante de longue date. «C'est pas ma première manifestation et ce sera pas la dernière. J'ai vécu les années noires, à l'époque on venait défendre les commissariats car ils se faisaient massacrer, aujourd'hui voyez comment ils nous traitent.»

En face de moi, un jeune étudiant en anglais renchérit «pendant la décennie noire les commissariats fermaient à 16h parce qu'ils avaient peur, maintenant regardez ce qu'ils nous font !». Un journaliste du quotidien *Raed* est également parmi nous et un syndicaliste militant de la Ligue des droits de l'Homme.

«Je trouve que le rassemblement est réussi, le pouvoir a peur, c'est pour ça qu'ils sont aussi répressifs». En effet, les manifestants qu'ils soient jeunes, âgés, hommes, femmes, sont violemment embarqués sous le regard médusé et impuissant des autres opposants et passants. Nous restons enfermés environ 1h dans le fourgon cellulaire, les opposants chantent,

frappent sur les parois du fourgon, crient et échangent sur leurs expériences et aspirations.

Nous sommes ensuite conduits, sans un mot ou explication, d'abord vers le commissariat du 5^e à Bab-El-Oued, pas de place, le camion reprend sa course vers un autre commissariat. Les femmes sont déposées au commissariat des Barreaux rouges, sur les hauteurs de Bab-El-Oued, et les hommes continuent leur balade. Arrivées au commissariat, il nous faut montrer nos papiers, deux d'entre nous refusent. Nous sommes installées dans la salle d'attente où trône sur le mur «La Déclaration des droits de l'Homme». Deux policiers en civil viennent discuter avec nous, «je vais vous dire quelque chose mais il faut que ça reste entre nous, je peux vous dire que mon cœur a saigné le jour où il s'est déclaré candidat. Excusez-nous». Après vérification, je suis relâchée, les autres sont restées.

S. G.

BOUIRA

Des dizaines de jeunes disent «non au 4^e mandat»

A l'instar de plusieurs autres wilayas du pays, à Bouira, des dizaines de jeunes venus de divers horizons se sont donné rendez-vous, via le Facebook, pour un rassemblement face au siège de la wilaya, pour dire non au 4^e mandat de Bouteflika et crier leur ras-le-bol face à «cette mascarade électorale qui se prépare», comme a tenu à nous le rappeler dès notre arrivée sur les lieux un des organisateurs de cette action qui se voulait pacifique.

Hier, dès 9 heures, des dizaines de jeunes issus de différents quartiers de la ville de Bouira ont convergé vers le siège de la wilaya vêtus de pulls sur lesquels est dessiné un cercle rouge et où est écrit le chiffre 4 frappé d'une grande barre rouge pour signifier leur refus du quatrième man-

dat que Bouteflika et sa clientèle s'approprient à faire «avalier encore une fois aux Algériens sans le moindre scrupule ou décence», nous dira sur les lieux un autre jeune qui criait avec ses camarades à tue-tête : «Ya Amirouche, Ya Haouès, l'Algérie machi Labas» (Ô Amirouche, ô

Haouès, l'Algérie ne va pas bien) en signe de ce qui se trame derrière son dos par les partisans du quatrième mandat pour un président «usé et malade qui ne sait même pas peut-être qu'ils viennent de décider à sa place pour un nouveau mandat».

Sur les pancartes écrites en arabe et en français, on pouvait lire entre autres : «Non au 4^e mandat», «Non à la dictature», «Stop à tous les abus», «Oui à une 2^e République», «Non à la monarchie», «Stop à la hogra», «Non, cette fois-ci, c'est fini», «Ulac smah, Klitou L Blad ou L âbad, Ulac smah», (pas de pardon, Vous avez englouti et le pays et le peuple, pas de pardon), etc.

Notons que ce rassemblement s'est déroulé dans le calme sous l'œil vigilant des policiers qui veillaient au grain pour que le rassemblement ne déborde pas sur la voie publique en le contenant sur le trottoir qui fait face au siège de la wilaya. Après un peu plus d'une heure, les jeunes se sont dispersés dans le calme.

Rappelons également que plusieurs dizaines de jeunes du village Raffour dans la commune de M'chédallah, munis de banderoles et de pancartes se sont déplacés vers le chef-lieu de wilaya pour participer à ce rassemblement mais ils n'ont pas pu rallier le chef-lieu.

Y. Y.

RASSEMBLEMENT CONTRE LE 4^e MANDAT À CONSTANTINE

«No, you can't»

Si l'appel à un rassemblement pacifique anti-4^e mandat n'a pas eu l'effet escompté en termes de consistance, ceux qui ont bravé l'interdit par une matinée glaciale et pluvieuse ont offert une brèche aux perceptions démocratiques dérobées.

Et ils n'étaient pas plus d'une trentaine de jeunes, un peu moins que les policiers en civil fondus dans la foule des curieux, qui y allaient chacun de son commentaire, alliant une sympathie sans faille à l'égard des manifestants d'en face et la dérision à l'évocation des courtisans de la quatrième mandature. Une trentaine de jeunes qui ont tenu, une heure durant, leur sit-in place du 1^{er}-Novembre en dépit des appréhensions des uns et des autres, effarés par la chape de plomb qui pèse sur les consciences. Un tabou est donc tombé à Constantine qui était, quoique, timidement au ren-

dez-vous de la contestation contre «le monopole de la gouvernance, qui a fini par se traduire en régence totalitaire qui s'approprie à porter le coup de grâce au pays après le viol de la Constitution perpétré en 2008». «No you can't», «15 ans ça suffit», «barakat»... et autres écriteaux et «cartons rouges» portés par les manifestants étaient suffisants pour porter la voix d'un front qui prend «doucement mais sûrement» de l'ampleur.

Un front qui devra aussi faire preuve d'un sens élevé de la responsabilité «pour ne pas précipiter le pays vers le chaos», ont souligné les initiateurs

du rassemblement qui ont observé une sérénité remarquable pendant leur sit-in.

L'appel à cette halte, relayé notamment à travers les réseaux sociaux a, en effet, insisté sur le caractère pacifique de cette initiative invitant les participants à «éviter tout comportement susceptible de créer des tensions ou de générer des violences, signaler tout comportement qui pourrait en créer, et d'obtempérer aux instructions de n'opposer aucune résistance en cas de présence policière». Un pari tenu puisqu'aucun incident n'a été signalé au départ des manifestants qui ont promis de revenir plus nombreux et non moins convaincus d'empêcher «le dirigisme par procuration d'une nation aussi grande que l'Algérie» et de faire «barage à la dictature».

K. G.

MANIFESTATION CONTRE LE 4^e MANDAT Paris, Marseille et Londres mobilisées

Faisant écho à l'initiative prônée par de jeunes Algériens de manifester hier samedi devant la Faculté centrale d'Alger contre le 4^e mandat pour Bouteflika, des Algériens, membres de la communauté nationale établie en Occident, ont manifesté à Paris, Marseille et Londres.

Dans ces trois villes, des dizaines de citoyens se sont rassemblés pour dire non au quatrième mandat du Président sortant. Ils ont investi les esplanades publiques pour dire que ce mandat auquel postule Bouteflika est un mandat de trop, convaincus que le Président est incapable d'assumer encore ses charges suite à son AVC et des séquelles que cette attaque a inévitablement induites.

La communauté algérienne établie à l'étranger se sent interpellée par la dérive autoritaire qui se manifeste à travers le coup de force électoral que le système s'approprie à perpétuer.

Les rassemblements de Paris, Marseille et Londres se veulent, au-delà de l'appui aux énergies militantes qui manifestent dans le pays, une alerte à l'endroit de l'opinion internationale, prise à témoin de la mascarade électorale qui se prépare.

S. A. I.